



Dijon, le 8 janvier 2007

PROJET DE COMPTE RENDU DE L' ASSEMBLEE GENERALE

Mardi 19 décembre 2006 – 14h à la mairie de MINOT

Membres présents :

BACHER Pierre, SFEN Bourgogne
CAFFIN Jean-Pierre, chargé de mission matières dangereuses et environnement au CEA Valduc
CAIGNOL Alain, président de la Commission Environnement de la SEIVA
CARTIER Michel, professeur à l'Université de Bourgogne
COLSON Bénigne, Maire de Frénois
CONSTANT Henri, Médecin retraité
DELORME Pierre, représentant UFC
DUPAQUIER Alain, adjoint au Maire de Molo
FIGARD Marie-Thérèse, SIRACEDPC
FINOT Christophe, Maître de conférence à l'Université de Bourgogne
FINOT Eric, Professeur à l'Université de Bourgogne, Président de la SEIVA
GIRARD FROSSARD Isabelle, Ingénieur Santé Sanitaire Environnement, DDASS
ISNARD Robert, directeur de Valduc
JULIEN Henri, Maire de MINOT, Conseiller Général du canton d'Aignay-le-Duc
MAILLOT Michel, maire d'Is sur Tille
NIEPCE Jean-Claude, professeur émérite à l'université de Bourgogne
NIQUET Gérard, Maître de conférence à l'Université de Bourgogne, retraité
ROBITAILLE Francis, représentant CLAPEN21
ROCHE Martine, Directrice du SIRACEDPC
ROUSSEL François, Conseiller municipal à Molo
SCIORA Elisabeth, maître de conférence à l'université de Bourgogne

Etaient également présentes :

COMTE Emmanuelle, chargée de mission à la SEIVA
YVRAY-PETIT Christine, assistante communication du directeur du CEA de Valduc

23 personnes sont présentes.

Etaients excusés :

BRACHAIS Claire-Hélène, professeur à l'ESIREM, université de Bourgogne

DE BROISSIA Louis, Président du Conseil Général, Sénateur de Côte d'Or

HUMBERT Pascale, directrice de la DIREN

LAVOREL Bruno, membre du comité scientifique de la SEIVA

REVOL Henri, sénateur de la Côte d'Or, Président de l'Office parlementaire d'Evaluation des choix scientifiques et technologiques, conseiller général honoraire, maire de Messigny et Vantoux

SAUVADET François, député de Côte d'Or, Vice-Président de la Commission des Affaires Economiques de l'Environnement et du Territoire de l'Assemblée Nationale

La réunion débute vers 14h10.

Après avoir remercié Henri JULIEN d'accueillir les membres de la SEIVA à la mairie de MINOT, Eric FINOT, président de la SEIVA présente l'ordre du jour de cette assemblée générale.

I. INFORMATION GENERALES

1. L'ANCLI

Gérard NIQUET présente les actions de l'Association Nationale des Commissions Locales d'Information, ANCLI (dont la SEIVA est membre) :

- Des groupes de travail ont été mis en place mais leurs rôles ne sont pas encore bien définis et précisés (confusion des missions avec le comité scientifique). Cependant, il existe une véritable volonté de travail afin de faire évoluer l'ensemble des CLI sans avoir le retour immédiat avec les contributions locales.
- Le Comité Scientifique (CS) de l'ANCLI étudie actuellement la problématique des légionelloses et différents aspects environnementaux. Afin de diminuer les coûts, le CS centralise les demandes d'études ou d'expertises des différentes CLI.
- L'association Européenne appelée EUROCLI et formée en 2006, regroupe les CLI ou les équivalence en Europe. Son objectif est de mettre en commun les « bonnes pratiques », organiser des forums nationaux de dialogue et avoir une politique cohérente au niveau Européen. Son président est Jean-Claude DELALONDE, également Président de l'ANCLI.
- Le 12 décembre 2006 s'est tenue la **18^{ème} conférence des CLI** à Paris, dont le principal thème abordé était celui de la **loi TSN** : relative à la Transparence et à la Sécurité Nucléaire. Un décret concernant les CLI est en cours de rédaction, il devrait être adopté courant 2007 et entrer en application en 2008. D'ores et déjà plusieurs problématiques se posent :
 - Les CLI auront le choix de se mettre en régime associatif ou non. Elles seront ainsi régies de manières différentes.

- Un deuxième point inquiète la SEIVA puisque la loi ne concerne pas les INBS (Installation Nucléaire de Base Secrète), telle que Valduc, ce qui engendre un problème sur le financement de l'association. Ce point ne devra pas être négligé et devra être traité rapidement. Emmanuelle COMTE rappelle qu'une discussion est actuellement ouverte entre la SEIVA et l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN). Gérard NIQUET ajoute que l'ASN est devenue une autorité indépendante, dont le président est André-Claude LACOSTE.

⇒ Alain CAIGNOL précise qu'il s'est entretenu avec le Président de l'ASN sur ce problème et il propose d'organiser (en partenariat avec l'ASN, l'ANCLI et les instances concernées) un colloque, une conférence ou une réunion de travail afin de traiter ce sujet. Cette proposition sera transmise par courrier à Mr LACOSTE.

Même si la SEIVA ne rentre pas dans le cadre de la loi sur la TSN, Gérard NIQUET rappelle que la création de l'ANCLI a pu se faire grâce à la SEIVA. Monsieur LACOSTE a donc un avis très favorable à l'intégration de l'association dans le décret d'application.

Les Commissions d'Informations (CI) :

Il existe un texte pour les INBS qui est le décret de 2001-592, mettant en place les Commissions d'Informations (CI). Il est donc nécessaire d'articuler intelligemment l'ensemble : CLI / CI / SEIVA.

Robert ISNARD souhaite intervenir sur les CI administratives, présidées par le préfet de Région. Le décret stipule que la présidence peut être tenue par le préfet ou son représentant mais également par une personnalité reconnue. Selon le directeur, ces commissions ne pourront être annulées dans un avenir proche mais des évolutions peuvent être envisagées. Ces points devront être discutés entre le CEA, la préfecture et la SEIVA.

Marie-Thérèse FIGARD précise qu'une fusion avec la SEIVA avait été tentée lors de la création de la CI mais le ministère de la défense s'était opposé à celle-ci.

Martine ROCHE, encourage néanmoins cette démarche d'échange et de dialogue entre les différents partis, afin de trouver un compromis entre la CI du CEA VALDUC et la SEIVA, afin qu'il n'y ait plus un travail associatif d'une part et un travail préfectoral d'autre part.

La CI du CSMV ne fera pas l'objet d'une discussion : les 2 CI relèvent d'un ministre différent (le CSMV dépend du ministère de la défense et le CEA VALDUC celui de l'industrie). Elles sont régies par des arrêtés de même type mais ce ne sont pas les mêmes commissions.

Robert ISNARD souligne enfin que les réunions de la SEIVA sont publiques, ce qui n'est pas le cas pour les réunions des CI. Ainsi, si une seule instance venait à voir le jour, certaines problématiques devront être réglées.

L'intégration des CHSCT au sein des CLI :

Lors de la 18^{ème} conférence des CLI, une discussion s'était ouverte autour de la participation ou non d'un représentant du CHSCT lors des réunions des CLI.

Lors d'une commission environnement, la SEIVA avait demandé d'être destinataire des comptes-rendus des réunions CHSCT. Certaines informations relevant du secret défense, la demande avait été refusée. D'après Robert ISNARD, il ne faut pas comparer les CLI liées aux activités civiles et celles liées aux activités relevant de la défense.

Cependant il avait été proposé d'envoyer à l'association les ordres du jour. Robert ISNARD n'a pas veillé à l'exécution de cette requête et s'en excuse.

⇒ Alain CAIGNOL demande au directeur une explication sur ce que l'on appelle « le secret défense ». ... ce terme très ambigu peut-il cacher des « secrets de polichinelle », en particulier pour les déchets radioactifs ?

Robert ISNARD répond que les déchets voués à l'abandon ne peuvent en aucune façon avoir un cachet de secret défense national. Tout ce qui est rejet dans l'atmosphère et déchet n'est pas du domaine SD (Secret Défense) précise le Directeur du centre.

2. L'ACERIB

Créée en Juin 2006, l'Agence de Communication et d'Echange sur les Risques Industriels de Bourgogne (ACERIB) est une émanation de la SEIVA. A l'instar de communication sur le nucléaire, l'association loi 1901, informera et échangera sur la thématique des risques industriels sur la Région Bourgogne.

Outre le Comité Scientifique qui sera commun aux deux associations, certains membres de la SEIVA sont également membres de l'ACERIB (liste des 15 membres – annexe 1).

Eric FINOT, président de l'ACERIB, précise que l'association a commencé sa phase de test sur la ville de Longvic, avec 4 entreprises SEVESO seuil haut membres : CYTEC, Dijon Céréales, Entrepôts Pétroliers et Raffinerie du Midi. Une CLIC Dijon Sud a été créé autour de ces sites.

La phase de test est une réussite et le retour est positif de l'ensemble des personnes concernées (exploitant, DRIRE..). Ainsi l'association pourra élargir son périmètre d'action en 2007. En accord avec la DRIRE et la préfecture, l'un des objectifs de l'association sera de participer aux réunions des CLIC et de vulgariser les informations données par les industriels.

Il existe une volonté des 2 associations (ACERIB et SEIVA) de travailler ensemble et de mutualiser :

- le comité scientifique
- le bureau (local)
- les salariés
- les conférences et visites
-

Un site Internet sera consultable dans le courant du premier trimestre 2007.

II. INFORMATIONS DU CENTRE DE VALDUC

1. Faits marquants

- Congrès matériaux : du 13 au 17 novembre 2006 à Dijon

Ce congrès organisé conjointement par l'Université de Bourgogne et le CEA (entre autres) a rassemblé 1600 personnes. 54 stands et exposants ont garantis un franc succès.

Robert ISNARD rappelle que les relations avec les universités sont fondamentales pour le CEA dans le cadre de la crédibilité et de la dissuasion nucléaire.

Le CEA soutient et soutiendra ces actions de façon pérenne.

- **Sûreté / Sécurité :**

La DAM a été précurseur au CEA en organisant une journée « sûreté / sécurité ». Des conférences et 8 ateliers ont été proposés aux agents : risque incendie, le risque routier, les risques de la vie courante, la cryogénie, le tabac et l'alcool, la radiologie. Cette initiative s'est faite simultanément sur tous les centres de la DAM le 17 novembre 2007.

- **Visites :**

Le 10 octobre, le centre a reçu le comité « mixte » qui a pour mission de suivre les crédits donnés par la défense à la DAM. Ils vérifient que les programmes et les budgets sont suivis.

Le 29 Novembre, les activités du centre ont été présentées au Secrétaire Général pour la Défense Nationale. Ce dernier veille à ce que les laboratoires respectent toutes les règles en matière de sûreté / sécurité.

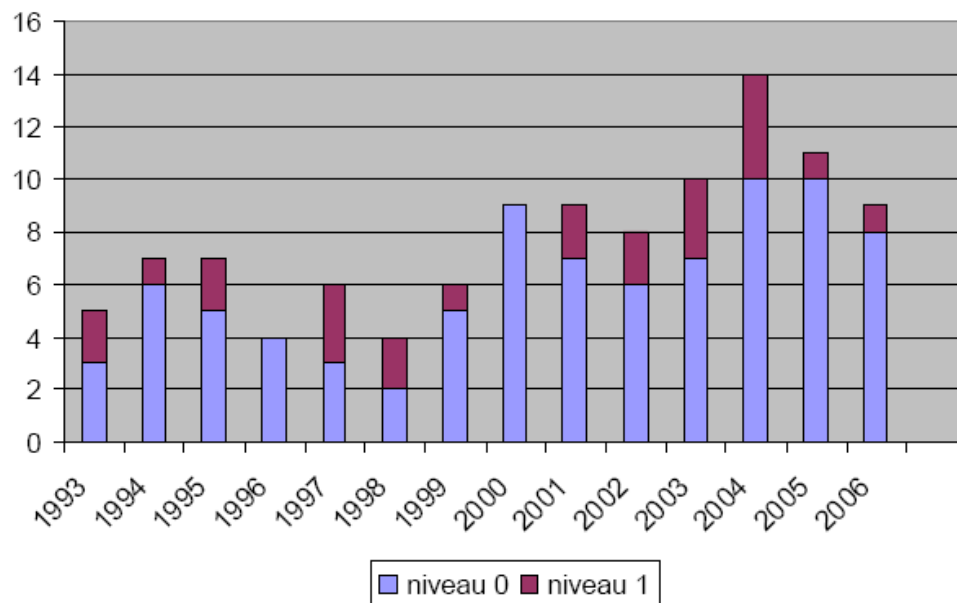
Les 14/15 Octobre, le centre de Valduc a participé à la fête de la science.

Enfin, Jean-Claude NIEPCE ajoute qu'en juillet 2008, Dijon accueillera un grand congrès sur le plutonium.

2. Evènements significatifs

Pour l'année 2006, le CEA dénombre 1 évènement de niveau 1 et 8 évènements de niveau 0 (détail des évènements en annexe 2), ce qui est une moyenne jugée basse pour le directeur de centre.

Nombre d'évènements significatifs



D'après Henri CONSTANT et au regard de la courbe ci-dessus, le nombre d'incidents, même significatifs, est relativement important. Existe-t-il un lien avec le vieillissement des installations ?

Robert ISNARD précise que la courbe redescend. Le centre entre en effet dans une période de réévaluation de sûreté, de renouvellement et de reconstruction afin d'éviter effectivement des incidents liés au vieillissement des bâtiments (rappelons que la plupart des installations date d'environ 40 ans). Un budget de 300 millions d'euros dans les 10 ans à venir est consacré à la modernisation du site.

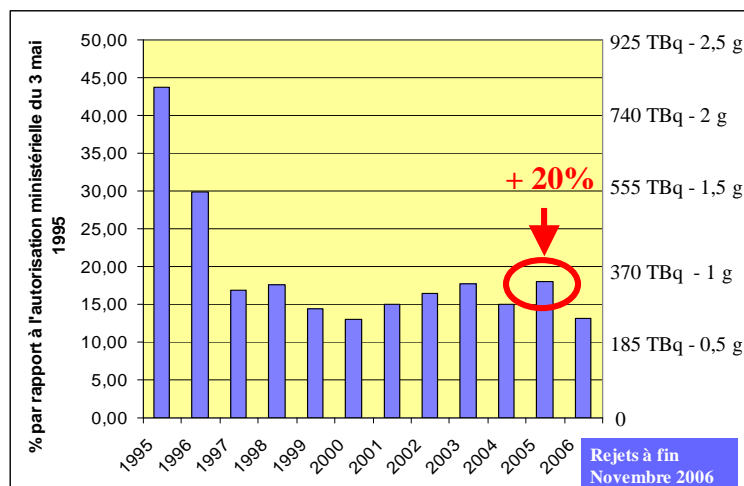
Des actions préventives sont primordiales mais ne suffisent pas et quelques éléments doivent subir des actions curatives. Enfin Robert ISNARD ajoute qu'il faut être très vigilant envers la routine, qui est bien souvent la cause d'incidents.

3. Augmentation des rejets tritium au cours de l'année 2005

En Juillet 2006, Alain CAIGNOL écrivait au CEA VALDUC afin d'avoir de plus amples informations sur les causes de l'augmentation de 20% des rejets tritiés du centre en 2005 (par comparaison à 2004). Ses sources venaient du rapport annuel du CEA 2005.

Jean-Pierre CAFFIN présente le graphique ci-dessous et confirme cette augmentation. Cependant, les rejets représentent seulement 18% de l'autorisation annuelle (contre 15% en 2004).

Rejets du centre de 1995 à 2006



Cette évolution entre 2004 et 2005 est due à l'augmentation de l'activité de traitement des déchets métalliques solides tritiés dans l'installation 018 ; les déchets en attente d'introduction dans le four de fusion, et les opérations de nettoyage du four, générant des déchets. Après avoir constaté une hausse des valeurs en début d'année 2005, ces rejets ont ensuite été limités dès février 2005, par des mesures correctives avec le raccordement des boîtes à gants du four de fusion à l'unité de détritiation du bâtiment et la réduction du nombre de nacelles en attente d'introduction dans le four. Cette augmentation des rejets reste cependant faible, comparée aux variations marginales enregistrées lors de la canicule 2003.

En 2005 : 5,4 tonnes de déchets tritiés ont été traités (96 lingots) –
fonctionnement de l'installation en régime nominal.
En 2006 : 5,4 tonnes de déchets tritiés ont été traités (65 lingots)
En 2007 et suite : 6 à 8 tonnes par an

Devant l'annonce de ces chiffres pour l'année 2007, Eric FINOT s'interroge sur l'importance des rejets. Robert ISNARD le rassure et précise que la chaîne de détritiation est conçue pour traiter environ 10 tonnes de déchets par an, et que celle-ci étant finalisée, l'impact environnemental sera donc limité.

Les déchets tritiés viennent uniquement du centre de Valduc et particulièrement de l'installation 137. En sortie de fusion, le déchet n'est pas TFA (Très Faiblement Actif) et ne peut donc être pris en charge par l'ANDRA. Ainsi, l'ensemble des déchets tritiés est entreposé sur le centre.

Monsieur ROBITAILLE se questionne sur la dangerosité de ces déchets. Robert ISNARD le rassure : ce type de déchets n'engendre pas de risques particuliers pour la santé et l'environnement ; la dangerosité est quasi nulle.

Alain CAIGNOL regrette de n'avoir eu l'information au préalable et directement par la direction du centre, lors de la dernière commission environnement par exemple. La transparence n'est pas totale d'après ce dernier et le centre procède à une rétention d'information.

Christine YVRAY-PETIT explique que l'information est donnée, via différents biais :

- Diffusion tous les mois à la SEIVA du bilan réglementaire de la surveillance de l'environnement du centre de Valduc,
- Diffusion du bilan réglementaire annuel 2005,
- Diffusion grand public deux fois par an de « la Lettre de l'environnement » reprenant l'ensemble des données environnementales du centre du semestre.

Alain CAIGNOL rappelle que le graphique envoyé en juin 2006 pour le numéro spécial des 10 ans de la SEIVA concernant les rejets de tritium gazeux s'arrêtent en 2006 alors que le bilan des rejets de tritium 2005 étaient connu (année critique manquante).

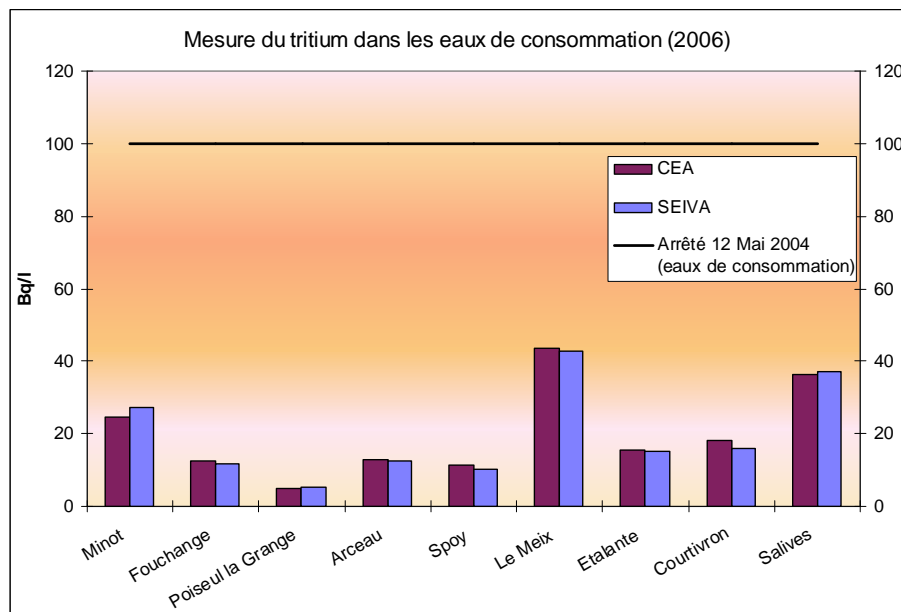
Afin de clore ce sujet, Eric FINOT propose à l'ensemble des membres de présenter les rejets du centre à l'avenir en commission environnement .
Cette proposition est adoptée par l'ensemble des participants.

III. ANALYSES ENVIRONNEMENTALES

1. Résultats d'analyse des eaux de consommation

Comme tous les ans, la SEIVA effectue des analyses des eaux de consommation sur 9 points de référence habituels. Emmanuelle COMTE rappelle que les prélèvements sont analysés parallèlement par le laboratoire SPR de VALDUC et par un laboratoire indépendant, choisi par la SEIVA (le Laboratoire de Microanalyse Nucléaire (LMN) de Franche Comté).

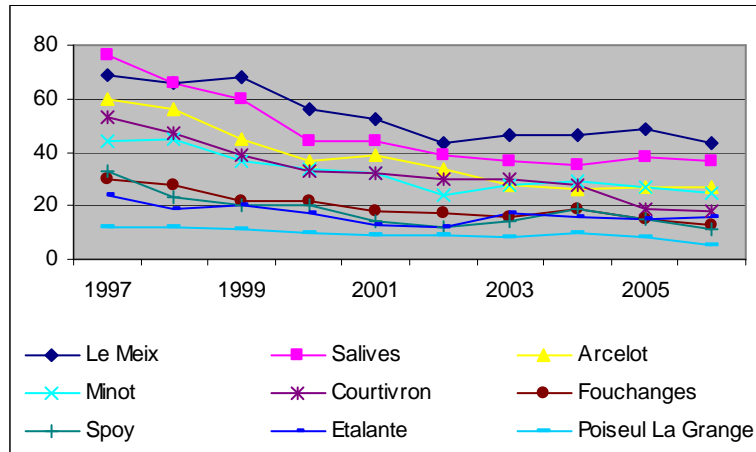
Les résultats d'analyses ci-dessous sont présentés à l'assemblée:



Aux incertitudes près, les résultats des mesures de tritium dans les eaux de consommation sont équivalents entre la SEIVA et le CEA. Ces mesures sont bien en dessous de la valeur guide (100 Bq/l : valeur recommandée au dessus de laquelle il est nécessaire de trouver la cause et l'origine de cette contamination). La norme OMS (Organisation Mondiale de la Santé) de potabilité de l'eau est de 7800 Bq/l.

Depuis 1997, l'activité tritium dans l'eau potable ne cesse de diminuer (cf. graphique ci-dessous).

Activité tritium dans l'eau potable



3. Résultats d'analyse du miel

Chaque année, la SEIVA effectue des analyses sur des végétaux, animaux autour du centre de Valduc. Cette année 2006, à la demande d'un apiculteur des environs du centre (Echalot plus précisément), le miel a été analysé et comparé à celui du Jura.

	Miel du Jura	Miel d'Echalot
Teneur en Plomb	< 200 µg / kg (seuil de détection de l'appareil), ce qui est inférieur au projet de norme CODEX (500 µg / kg).	
Teneur en tritium	2.2 Bq / Kg +/- 19%	10.3 Bq / Kg +/- 8%

Que ce soit le miel du Jura ou celui d'Echalot, la teneur en plomb est inférieure au seuil de détection de l'appareil. La teneur en tritium quand à elle diffère selon les lieux. Il faudrait ingérer 6 400 000 tonnes de miel par jour afin d'atteindre la limite réglementaire de radioactivité (1 mSv pour le public, toute radioactivité confondue et non seulement celle contenue dans le miel !).

Il s'en suit une discussion sur les faibles doses dont les effets cumulatifs sont encore mal connus. Le miel n'est pas le seul aliment journalier et d'autres éléments pouvant être tritiés sont aussi à considérer. Les bases de calcul des Sieverts sont à réexpliquer dans une commission environnement.

Au-delà de la seule teneur en tritium, Michel CARTIER ajoute que la synergie entre les différents éléments (pesticides / tritium / autres polluants...) reste du domaine de la recherche à explorer.

Pour l'année 2007, aucune analyse particulière n'a été suggérée.

IV. COMMISSIONS

1. Commission Environnement

Une dizaine de membres de la SEIVA s'est réunie le 23 novembre 2006 au CEA VALDUC pour la réunion de la commission environnement, autour du thème : le **Programme d'Amélioration de la Sûreté Sécurité (PASS)**.

Henri CONSTANT, président de la commission présente les grandes lignes :

- Conception et construction des installations du centre au début des années 1960
- Vieillesse des équipements malgré un entretien régulier
- Création au cours des années 90 des Autorités de Sûreté Nucléaire puis formalisation des obligations réglementaires
 - Confinement des matières en situation accidentelle – incendie +séisme
- Volonté du CEA de maintenir en exploitation ses installations sur une durée de l'ordre de 15 à 30 ans par une adaptation des installations aux nouvelles exigences de la réglementation

- Elaboration des Programmes d'Amélioration de la Sûreté - PASS.

Un budget annuel d'environ 10M€ est alloué par le centre pour maintenir l'ensemble de ses installations aux normes. Une installation neuve coûte environ 100 M€, pour une durée de vie moyenne de 50 ans. Le CEA de Valduc est actuellement et pour environ 20 ans dans une phase de reconstruction et de démantèlement du centre. Cette étape est génératrice d'activité économique : logement, restauration autour de Valduc ou dans le BTP (30% en Côte d'Or).

La SEIVA a visité le bâtiment qui assure le recyclage du Plutonium depuis l'arrêt de production du Plutonium militaire en 1990. Cette visite nous a permis d'observer les travaux entrepris pour mettre en application les directives de l'ASN et d'assurer la sécurité de ce bâtiment pour une période de 10 ans avant sa fermeture.

La prochaine réunion au printemps 2007 portera sur les recherches et applications de l'hydrogène.

2. Commission Economie

La réunion de la commission économie prévue initialement à la faculté au 2^{ème} semestre 2006 a été reportée au 15 janvier 2007, à 10h à la faculté des sciences Mirande. Le thème abordé sera les assurances du CEA.

V. COMITE SCIENTIFIQUE

1. Réunion du CS

Lors de la dernière réunion du CS de la SEIVA, Michel CARTIER, Maître de Conférences à l'Université de Bourgogne, a quitté sa fonction de président du CS et Jean-Claude NIEPCE, Professeur émérite à l'Université de Bourgogne a été élu à ce poste à l'unanimité.

Après avoir rappelé les missions et les actions du CS (encadrement de stagiaires, organisation de conférences...), Michel CARTIER laisse la parole à JC NIEPCE qui annonce le programme pour l'année 2007 :

- Conférences / colloques :

La conférence organisée conjointement par la SEIVA et la SFEN était une réussite (environ 80 personnes). Suite aux problèmes de la SEIVA d'intégrer le décret d'application de la loi TSN, il pourrait être envisagé d'organiser une conférence ou un colloque sur ce thème.

Si ce projet s'avère non réalisable, la SEIVA pourra également se rapprocher de la SFEN.

- Visites :

Au printemps 2006 la SEIVA avait organisé, conjointement avec la SFEN, une visite des sites de stockage de Soulain et Morvilliers.

Une telle collaboration est de nouveau à envisager pour 2007. JC NIEPCE annonce que la SFEN projette de se rendre sur le site de Marcoule au printemps. La possibilité d'intégrer la SEIVA à ce projet est à l'étude.

Elle pourrait également s'associer à l'ACERIB afin de visiter, par exemple, les sites de Nobel et /ou Titanite, dans le Val de Saône, par exemple.

- Stages :

2 stages sont proposés :

Le premier stage s'inscrit dans la poursuite des études sur les bio-indicateurs . L'étude, quelque peu polémique sur les lichens avait montré la nécessité de poursuivre sur un bio indicateur plus fiable et à fort taux de renouvellement tel que les salades. Il serait intéressant pour la SEIVA de se joindre et suivre l'évolution des travaux de la thèse mise en place par le CEA et le LMN de Besançon..

Un deuxième stage a été proposé sur la thématique : « vulgarisation de la physique nucléaire ». Une étudiante en maîtrise de Physique-Chimie, qui se destine à l'enseignement, est d'ores et déjà intéressée pour effectuer ce stage d'une durée de 6 semaines. Ce stage permettra entre autre de rendre le site Internet plus ludique et accessible à tous.

2. Résultats sur l'enquête d'Eric DREVON (stagiaire en sociologie)

Les premiers résultats de l'enquête, sur **la représentation du risque nucléaire autour du centre de VALDUC**, avaient été présentés lors de l'assemblée générale au mois de Juin 2006. Eric DREVON n'ayant pas finalisé son étude à cette période, Emmanuelle COMTE présente succinctement les principales conclusions issues de son mémoire, disponible à la SEIVA et bientôt consultable sur le site Internet (www.seiva.fr).

Ces conclusions seront aussi résumées sur le prochain bulletin *Savoir & Comprendre* n°22, distribué en février 2007.

Cf en annexe 3 les résultats d'enquête.

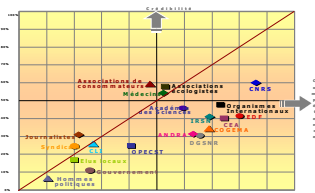
3. Conférence

Le 7 Novembre 2006, la SEIVA conjointement avec l'ACERIB a organisé une conférence publique sur le thème : « Risques industriels et nucléaires, nos peurs sont elles justifiées ? ».

Environ 80 personnes étaient présentes, ce succès fut d'ailleurs souligné par de nombreuses personnes dont Christophe QUINTIN, directeur de la DRIRE Bourgogne.

La première intervenante, Marie-Hélène ELJAMMAL, chercheur à l'IRSN, nous a présenté le baromètre des risques publié par l'IRSN et la perception des risques par la population française.

Il ressort que la confiance sur la communication accordée par la population va pour 60% aux associations, suivie ensuite par les exploitants (40-50%) puis les services de l'état et les CLIS (30%), les CLI et les politiques arrivent en dernière position.



Christophe QUINTIN a poursuivi avec une présentation du panorama industriel en Bourgogne, des inspections de la DRIRE et des missions de réduction des risques à la source par les industriels.

VI. COMMUNICATION

Le bulletin Savoir et Comprendre n°22 sera diffusé en 9300 exemplaires dans le courant du mois de février.

Eric FINOT rappelle que le bulletin spécial anniversaire des 10 ans a eu d'excellents échos, ce qui est très encourageant pour l'association.

Enfin le site Internet est actuellement en mise à jour par Catherine SAUT. Le logo de la SEIVA a d'ailleurs été révisé. L'ensemble sera accessible dans le premier trimestre 2007. Si vous avez des suggestions ou des remarques sur ces différents points, n'hésitez pas à contacter les chargées de mission : Catherine SAUT ou Emmanuelle COMTE

VII. EMPLOIS

Eric FINOT rappelle la situation délicate des emplois de la SEIVA :

Depuis le mois de Septembre et jusqu'en Février 2007, l'emploi jeune de la SEIVA est partagé par Catherine SAUT et Emmanuelle COMTE.

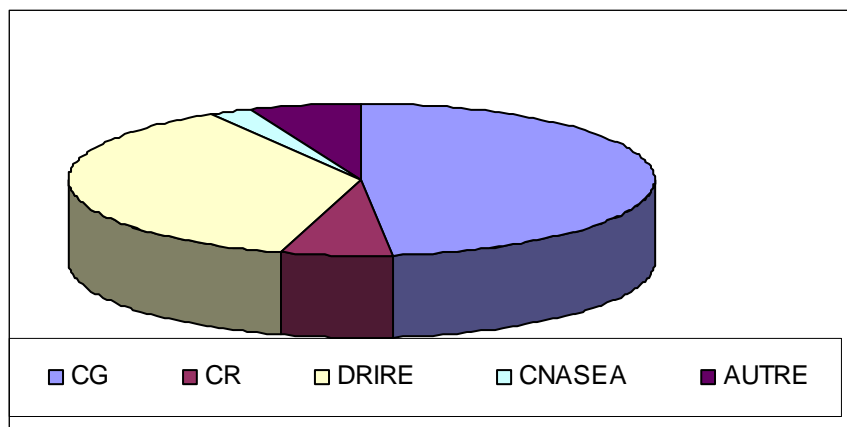
Fin Février 2007, l'emploi jeune prend fin, ce qui entraîne une perte de financement du CNASEA d'environ 6500 €.

Ainsi, les finances restreintes de la SEIVA ne pourront financer un emploi à temps plein mais un mi temps seulement. Le Conseil d'Administration de la SEIVA se réunira début Janvier afin de décider des orientations à donner pour l'emploi des salariés de la SEIVA.

VIII. FINANCES

Le budget prévisionnel est estimé à 49130 € pour l'année 2007 (répartition en annexe 4)

Ci-dessous la répartition des demandes de subvention (aucune réponse n'est parvenue à ce jour) :



	Demandes de subventions (en k€)
CG21	4.5 (fonctionnement) + 19 (emploi)
CR	3
DRIRE	18
CNASEA	1,2
AUTRES	3

IX. CALENDRIER prévisionnel 2007

Mois	
15 janvier	Commission Économie : les assurances de Valduc
Mars	Conférence
Avril	Commission Environnement : Recherche et perspectives de l'hydrogène + visite Valduc
Mai	Visite extérieure (à définir)
	Stage universitaire
	Campagne d'analyse
Juin	Assemblée Générale
	Lettre ou bulletin Savoir et Comprendre

Eric FINOT clôture la réunion en remerciant les membres de l'assemblée pour leur participation et en leur souhaitant de bonnes fêtes de fin d'année.
Henri JULIEN invite les participants à prendre le verre de l'amitié

ANNEXE 1

Liste des membres de l'ACERIB

L'association est composée de 4 collèges :

Membres répartis en 4 collèges :

- Le collège des personnalités représentant, un organisme départemental, régional ou une administration
- Le collège des associations de défense de l'environnement ou de consommateur, représenté par son président ou toute personne qu'il désigne, et un représentant de comité de quartier
- Le collège des industriels
- Le collège des personnalités qualifiées

Conseil d'Administration : minimum 8 membres (2 membres / collège)

Maximum 20 personnes (5 membres / collège)

Liste des membres de l'association ACERIB :

CAIGNOL Alain, membre de la SEIVA
DARCIAUX Claude, député maire de Longvic
DEMEUSY Christelle, responsable sécurité/environnement, CYTEC
FINOT Eric, professeur à l'université de Bourgogne
GUILLEMIN Bruno, adjoint au chef de l'Entrepôt Pétrolier de Dijon
GUILLOT Jacques, chef de Dépôt de Dijon
GUYETANT Robert, professeur émérite à l'Université de Franche Comté
HERVIEU Philippe, Conseil Régional
LARPIN Jean-Pierre, professeur à l'université de Bourgogne
MASSON Jean-Patrick, vice président du grand Dijon, président association Alterre Bourgogne
MENARD Christophe, directeur site CYTEC
NIEPCE Jean-Claude, professeur émérite à l'université de Bourgogne
NIQUET Gérard, professeur émérite à l'université de Bourgogne
PILLON Bernard, responsable patrimoine, Dijon Céréales
ROBITAILLE Francis, CLAPEN 21
RUAULT Didier, association Longvic Environnement
VOISIN Patrice, association Longvic Environnement

Le Bureau est constitué de :

- Eric FINOT, président
- Jean-Patrick MASSON, vice Président
- Roger RAILLARD, trésorier

ANNEXE 2

Liste des évènements significatifs du centre de VALDUC

Date	Bâtiment	INES	Ce qui s'est passé
18/01/06	124	0	Panne d'alimentation électrique suite à une défaillance d'un élément dans le Tableau Général Basse Tension.
18/01/06	120	0	A l'issue de la campagne annuelle de contrôles d'efficacité des filtres Très Haute Efficacité (THE), il a été démontré que certains présentaient une efficacité inférieure à la valeur réglementaire qui peut trouver son origine dans l'empoussièrément de l'air induit par les travaux de mise à hauteur des locaux (dans le cadre du nouveau programme de fabrication de la TNA).
02/02/06		1	Lors d'un exercice d'entraînement radiologique des pompiers du SDIS le 31 janvier, après un deuxième contrôle une contamination au radium 226 a été localisée dans le conteneur de transport et sur le sol du local d'entreposage par une source utilisée lors de cet exercice, dont le conditionnement avait été fortuitement détérioré au cours de sa manipulation.
28/03/06	124	0	Contamination surfacique d'un local hors zone réglementée due à une fuite d'effluents radioactifs au niveau d'une soudure de la canalisation acheminant ces effluents depuis une boîte à gants vers une cuve active procédé.
29/03/06	118	0	Contamination surfacique au sol et sur le panneau d'une Boîte à Gants due à la fuite d'une vanne située sur un circuit de réactif (eau et acide).
08/04/06	018	0	Une brève coupure générale électrique centre (alimentation EDF) a entraîné l'arrêt de l'unité de détritiation de l'installation 018 et n'a provoqué que la détérioration de l'automatisme du système de fourniture d'eau réfrigérée et de ce fait occasionné un rejet de 4,8 TBq de tritium (donc supérieur au seuil journalier du domaine autorisé qui est de 3,7 TBq).
11/07/06	118	0	Dans le cadre des contrôles réglementaires périodiques de prévention des risques de prolifération de légionelles, un dépassement du seuil a été relevé dans le circuit d'aéroréfrigération de l'installation (100 000 unités formant colonies par litre d'eau).
16/09/06	137	0	Suite à une coupure d'énergie pour une maintenance programmée, l'onduleur d'alimentation de l'armoire de regroupement des chaînes de mesure tritium des boîtes à gants de la cellule 123 s'est mis en défaut à la reprise du réseau EDF (câblage défectueux).
27/10/06	137	0	Un permanent est intervenu sur défaut niveau haut d'une cuve active ; une fuite d'un mitigeur de douche a été identifiée comme cause du remplissage de la cuve et d'un épandage d'effluents contaminés tritium (environ 1 m ³ » dans les locaux près de la salle de casse d'Il 137.

La représentation du risque



autour du centre de Valduc

Eric DREVON, étudiant universitaire et stagiaire à la SEIVA nous explique les modalités et résultats de son enquête :

Cadre de l'étude :



Les étudiants en Master 1 de sociologie (BAC +4) doivent présenter un mémoire dont le sujet doit être l'étude d'un phénomène social, ou de l'opinion d'un groupe de personnes. J'ai eu l'opportunité d'effectuer un stage à la SEIVA, de décembre 2005 jusqu'en octobre 2006. Il consistait à étudier la représentation du risque nucléaire autour du centre de Valduc : diffère-t elle selon le type d'informations reçues, la catégorie socioprofessionnelle, le lieu, le sexe... ?

4 villages et 2 villes

Après avoir établi le questionnaire, il fallait déterminer judicieusement les villages concernés par l'enquête.

Pour cela deux critères ont été pris en considération :

- **L'éloignement par rapport au centre :** Léry, Salive, Lamargelle, Marey-sur-Tille, Is-sur-Tille, et Dijon
- **L'accès à l'information par la revue Savoir et Comprendre :** Léry, Lamargelle, Salives reçoivent le bulletin.



Existe-t'il une influence de ces paramètres sur la perception du risque ?

38 personnes interrogées

Dans chaque commune, avec le soutien des maires concernés, j'ai pris rendez vous avec des : ouvriers, employés, agriculteurs, cadre, inactifs, retraités.

Les 38 entretiens d'une durée moyenne de vingt-cinq minutes ont été enregistrés (avec l'accord des personnes) puis retranscrits (environ 2h de retranscription / entretien). C'est pour cette raison que le nombre d'entretien n'a pu être plus important.

Les résultats de l'enquête :

Outres les personnes opposées à la bombe atomique, 87% approuvent le programme nucléaire Français à la différence d'un sondage IFOP de 2005 où 46% sont favorables à sa poursuite.

Toutes les personnes interrogées se représentent le risque nucléaire de manière différente. Les histogrammes ci-dessous donnent un bon éclairage sur ce que les enquêtés estiment possible, et leur opinion sur la probabilité de survenue d'un accident.

Valduc ressenti moins dangereux qu'une usine chimique !

En ce qui concerne la manière dont la sécurité du centre de Valduc est perçue, environ **10% des personnes interrogées pensent que le risque représenté par le CEA est important** (graphique ci-contre) .

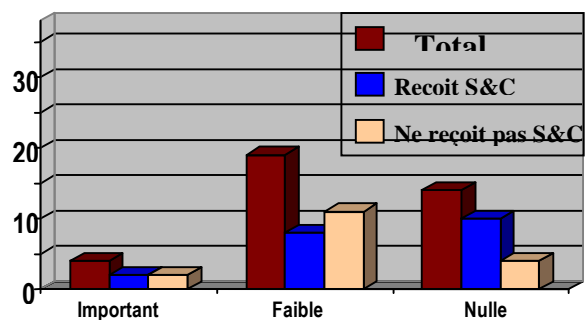
Le pourcentage d'individus qui estiment que le centre nuit à la santé ou à l'environnement est un peu plus élevé : 21%. Globalement, la population n'a pas « peur du centre » et le trouve bien moins dangereux qu'une usine chimique, une centrale nucléaire, ou même que la pollution atmosphérique causée par l'automobile dans une grande ville comme Dijon.

Le CEA est ressenti comme étant capable de cacher des incidents sans gravité !

Personne ne pense que le CEA a la capacité de dissimuler un accident grave. Selon les plus sceptiques, il pourrait seulement cacher des incidents sans gravité.

Probabilité de survenue d'un accident selon les individus

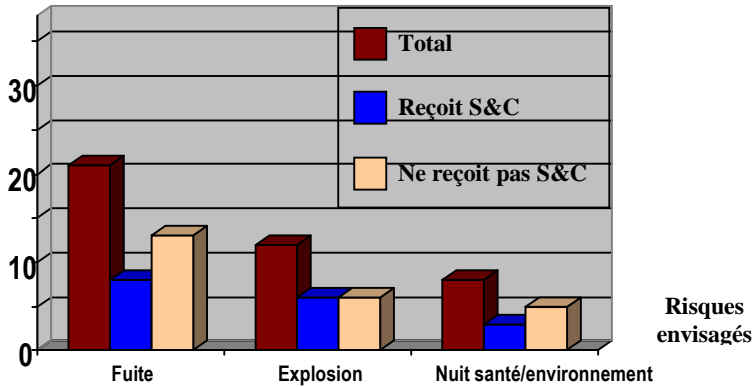
Nombre de personnes



Probabilité qu'un accident survienne

Environ 1/3 des enquêtés déclare que le centre ne représente pas la moindre menace. L'histogramme nous montre l'influence de la revue : les personnes les plus informées considèrent que la survenue d'un accident est deux fois moins probable ; Il n'y a pas de partisans inconditionnels du nucléaire en revanche un contrepouvoir est jugé nécessaire.

Nombre de personnes



Trois risques majeurs envisagés

Les fuites de tritium :

Selon les 3/4 des individus, les fuites sont considérées comme minimales mais régulières. Dans ce cas, elles toucheraient, d'après les habitants, une zone très étendue (200km au minimum). Les personnes sont assez fatalistes et il faudrait donc changer de région pour les éviter.

Le 1/4 des personnes restantes pensent que le risque de fuite plus importantes est faible.

L'explosion : environ 1/3 des personnes interrogées envisagent ce type de risque et pensent qu'une déflagration peut survenir.

Le risque est donc faible mais les conséquences seraient mortelles pour les habitants proches de Valduc et graves pour ceux d'Is sur Tille et Dijon.

Le fait de recevoir ou non la revue ne change pas la perception de ce risque.

Les nuisances sur la santé, l'environnement : environ 2/3 des enquêtés déclarent que le centre peut-être source de nuisance pour l'environnement comme pour eux même. Des malformations du bétail sont évoquées dans le Chatillonnais.

Il est potentiellement considéré plus dangereux de travailler sur le centre et en particulier pour les sous-traitants. Les agents sont protégés par des mesures et un suivi médical draconien

Le centre : une nécessité économique pour la Région

95% des personnes interrogées estiment que le centre est une nécessité économique pour la région. Les 5% restants souhaiteraient que le centre déménage ou ferme ses portes

- ❖ **Is/Tille** : le CEA est considéré comme un acteur majeur de l'économie (source de travail et de logement).
- ❖ Des comportements contradictoires peuvent être observés à **Salives** qui restent majoritairement favorable au centre et en revanche hostile au nucléaire.
- ❖ **Léry** déplore le manque de bénéfice de la taxe professionnelle alors que le village se sent le plus exposé d'un point de vue environnemental.
- ❖ **Dijon** : le centre est considéré comme un employeur important avec une vision très approximative du nombre de salariés.

Excepté pour la restauration, les autres villages ne perçoivent pas le centre comme étant un gros employeur local, que ce soit par le travail créé indirectement (postes d'agents CEA) ou indirectement (commandes aux entreprises locales).

4 sources d'information

L'information émanant du centre est considérée comme étant faible et ressentie comme partielle.

La revue **Savoir et Comprendre** elle améliore le sentiment de sécurité pour les indécis

Environ 95% des personnes interrogées considèrent le journal comme indépendant au centre de Valduc. Les 5% restants affirment ne pas faire confiance à la revue et pensent que celle-ci est l'instrument de propagande du centre.

L'information délivrée par la SEIVA améliore le sentiment de sécurité à propos des activités du CEA pour les personnes qui ont une opinion modérée.

Celles apeurées par le centre changeront difficilement d'opinion, alors que les individus qui ont de vagues doutes, mais pensent que le risque est faible, modifient plus facilement leur vision à la lecture du bulletin **Savoir & Comprendre**. L'histogramme ci-contre le confirme : les risques envisagés de fuite et d'impact sur l'environnement sont plus faibles chez les personnes qui reçoivent le bulletin.

Dans la proximité du centre de Valduc, on ressent une réelle différence entre les personnes informées et celles non informées (Marey/Tille).

Le journal est rarement lu en entier, les résultats des analyses environnementales sont plus attentivement consultés. à l'inverse des articles trop longs et techniques.

Le Bouche à oreilles

Le Bien Public

En dehors du périmètre couvert par la revue S&C, les principales communications se font par le bouche à oreilles ou le Bien Public.

Le Bouche à oreilles est particulièrement marqué à Marey/ Tille ou Is/Tille. Il tente à mystifier le centre sur des projets « top secrets ». Au delà de ce périmètre (Dijon), les sources de communication sont absentes.

Le Bien Public est la principale source d'information à Is/ Tille.

Homme, femme, ouvrier, cadre, jeune, vieux... Ces facteurs n'influent pas sur la perception du risque

Le sexe et la catégorie socioprofessionnelle n'ont pas d'impact significatif en ce qui concerne la représentation du risque nucléaire autour de Valduc.

Le facteur de l'âge influe un peu : on se pose plus de questions en vieillissement quand à l'avenir de nos enfants

L'éloignement joue de manière marginale à l'intérieur d'un périmètre d'une vingtaine de kilomètres environ.

Plus loin survient un effet de seuil : la plupart des personnes interrogées sur Dijon ne savent pas que le centre de Valduc existe.

Un stage très enrichissant pour la SEIVA et moi même

Ce stage m'a beaucoup apporté : J'ai appris à préparer une enquête, des entretiens et à entrer en contact avec des personnes totalement inconnues.

La rédaction d'un mémoire était totalement nouvelle pour moi. Ce stage, grâce à la qualité de l'encadrement, m'a permis de la mener à bien de manière satisfaisante. J'ai approfondi ma connaissance de la sociologie du risque, ce qui me sera très utile pour ma deuxième année de Master à l'Université de Bourgogne.

Eric DREVON

ANNEXE 4

SEIVA - Budget prévisionnel 2007

Travail de l'ingénieur évalué à 50%

Dépenses (€ TTC)

2 Bulletins Savoir & Comprendre

Mise en page, impression	5000
Diffusion (affranchissement)	3000
TOTAL	8000

Site internet

Achat du nom de domaine et hébergement	60
TOTAL	60

Conférences, visites, colloque, commissions...

Déplacement, hébergement, location de salle	1500
Colloques, visites, formations	1800
Traiteur	400
Adhésion ANCLI	810
Bureautique	100
TOTAL	4610

Fonctionnement du bureau

Téléphone	600
Achat de documentation	200
Fournitures, affranchissement	1500
Frais bancaires, assurance, ménage	700
TOTAL	3000

Campagne d'analyse de la radioactivité

Analyses	7500
Déplacements échantillonnage	60
Achat matériel et envoi des échantillons	100
Bureautique	100
TOTAL	7760

Stage 1 (6 mois)

Analyses	2300
Déplacements stagiaire Valduc	800
Achat de documents	100
Poster/ rapport	100
Prime stagiaire	500
TOTAL	3800

Salaires (charges comprises)

fin emploi jeune puis CDD 50%	19300
TOTAL	19300

TOTAL DEPENSES 2007 49130

Prime licenciement Cathy ou Emmanuelle	2600
--	------

Recettes (€ TTC)

Ministères de l'Industrie et de l'Environnement	18000
Conseil Général de Côte d'Or (fonctionnement)	4570
Conseil Général de Côte d'Or (emploi)	19300
CNASEA (remboursement emploi jeune)	1200
Conseil Régional	3000
Divers	3060
TOTAL RECETTES 2007	49130